



Madame Fleur PELLERIN
Ministre de la Culture et de la Communication

Paris, le 26 septembre 2014

Madame la Ministre,

S'il ne nous a pas échappé que les ministres européens de la culture se sont réunis à Turin le 24 septembre dernier, il ne nous a pas échappé, non plus, que Tibor Navracsics venait d'être nommé au poste de Commissaire Européen à l'Education, la Culture, la Jeunesse et la Citoyenneté.

Or cet homme, qui fut en son temps chef de cabinet de Viktor Orban, n'est autre que l'actuel ministre hongrois des Affaires étrangères du gouvernement dirigé par ce même Viktor Orban ; un gouvernement qui affiche ostensiblement son projet d'une "Europe des nations" et qui s'est tout particulièrement illustré par des lois et des mesures autoritaires et réactionnaires. Tibor Navracsics est, en autres, l'auteur de la loi sur les médias hongrois qui interdit toute critique envers le gouvernement et que la commission européenne elle-même a jugé liberticide. En prime et inévitablement, il est membre du parti au pouvoir, le Fidesz, tristement célèbre pour son ancrage raciste et sa politique anti-Roms.

Tous ceux qui suivent ces questions de près savent aussi qu'en Hongrie la plupart des directeurs de musées, de théâtres ou encore de l'opéra ont eu maille à partir avec le gouvernement Orban et ont été purement et simplement démis de leurs fonctions par un pouvoir non seulement conservateur mais de surcroît très marqué à droite.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, on apprend aussi que pour la France la seule membre titulaire de cette commission est : Dominique Bilde, membre du Front national et qui siège pour les non-inscrits. Il convient de préciser que le Front national compte encore deux autres représentants au sein de cette commission, parmi les suppléants, en la personne de Marie-Christine Boutonnet et de Jean-François Jalkh. Sylvie Guillaume se trouve ainsi la seule à représenter le Parti socialiste, sur la liste des suppléants.

Cette situation extrêmement préoccupante qui n'a pas eu l'heur d'inquiéter la classe politique française dont on connaît, c'est vrai, le grand intérêt pour la culture, a fort heureusement été dénoncée par plusieurs médias dont France-Culture, Arte ou encore le Monde. Les retours que nous avons, ici au syndicat, nous permettent d'affirmer que les agents du ministère sont choqués et qu'ils ne comprennent pas l'absence de réaction du gouvernement de Manuel Valls et de votre ministère. Pas un mot de l'Elysée, pas un mot de Matignon, rien non plus du côté du Parti socialiste. Ceci est incompréhensible. Et à nos yeux ce n'est pas seulement décevant ou stupéfiant, c'est réellement inacceptable.

Aussi, Madame la Ministre, fidèle à la déclaration unitaire que nous avons prononcée devant vous au comité technique ministériel le 16 septembre dernier mais aussi à la lettre ouverte que la CGT, la FSU et SUD ont adressée le 30 mai 2014 à Aurélie Filippetti et que vous trouverez ici en pièce jointe, la CGT-Culture vous demande de vous exprimer et d'intervenir avec force et diligence auprès du gouvernement pour qu'il fasse pression sur le Parlement européen. Il faut en effet que tout soit tenté pour éviter l'irréparable.

Certains que vous ne manquerez pas d'agir personnellement pour défendre la démocratie, la culture, l'éducation et la jeunesse européennes, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, nos respectueuses salutations.

Pour le Secrétariat national
Franck GUILLAUMET